

Résumé d'évaluation

Restauration, conservation et gestion durable des mangroves du Costa Rica et du Bénin face au changement climatique

Pays : Costa Rica, Bénin

Thématique : Gestion intégrée et résilience
des zones littorales et marines

Évaluateurs : Nature et Développement (Costa Rica), Biotope (Benin)

Date de l'évaluation : Avril à Août 2024

Données clés de l'appui FFEM

Nom du projet : Restauration, conservation et gestion durable des mangroves du Costa Rica et du Bénin face au changement climatique

Numéro de projet : CZZ 2190

Montant du financement FFEM : 1 270 000 €

Date d'octroi : 02 Février 2017

Durée : 6,5 ans

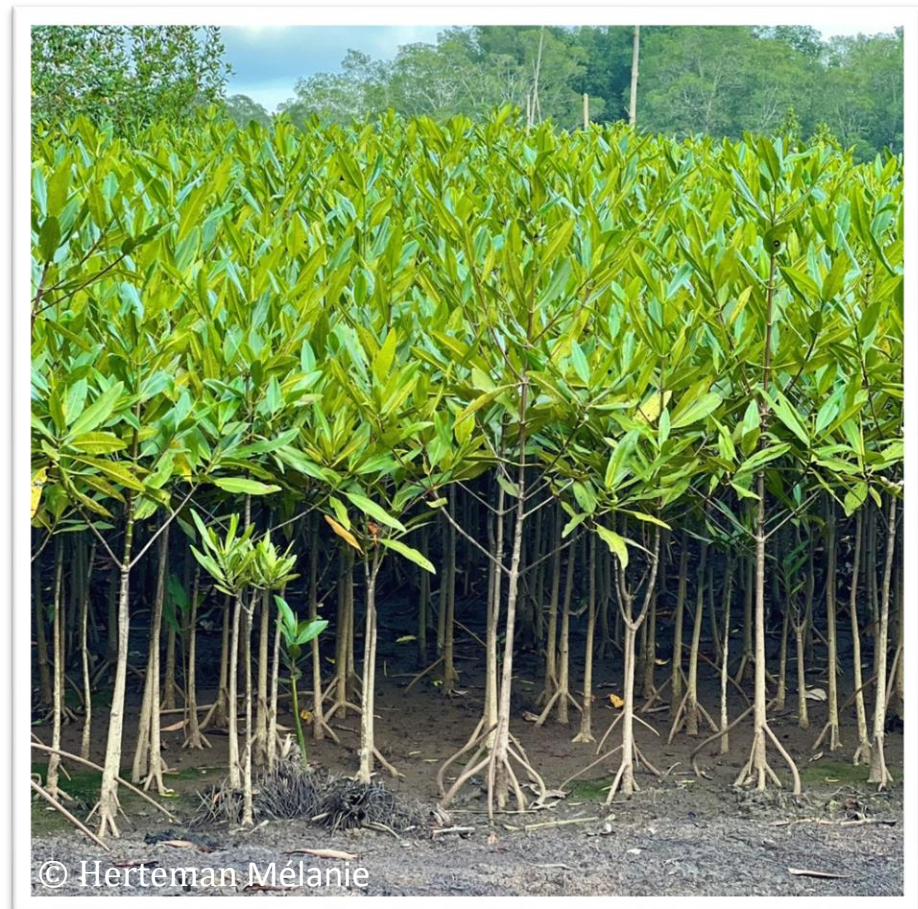
Contexte

Les mangroves constituent des écosystèmes fragiles essentiels pour la survie de nombreuses espèces menacées. Ces milieux sont déterminants pour la sécurité alimentaire et la lutte contre le changement climatique. Le Costa Rica et le Bénin possèdent de larges étendues de zones humides côtières dont les mangroves. Dans le contexte de l'évolution du climat et de l'augmentation de la pression anthropique, la pérennité des services rendus par ces écosystèmes côtiers n'est pas acquise. Une perte de 35% des mangroves a été observée au Costa Rica entre 1980 et 2005 (FAO, 2005) et un quart de leur superficie a disparu au Bénin entre 1980 et 2006.

Le FFEM a soutenu la mise en œuvre d'un projet de restauration, conservation et gestion durable des mangroves sur 3 sites pilotes le long de la côte Pacifique du Costa Rica, ainsi que sur un site au Bénin.

Intervenants et mode opératoire

La mise en œuvre du projet a été confiée au Système National des Aires de Conservation (SINAC) au Costa Rica, avec le soutien successif de la Fondation NEOTROPICA puis de la Fondation CORCOVADO. Ces organisations ont collaboré avec l'Institut EPOMEX de l'Université de Campeche au Mexique pour la partie scientifique, tandis que l'ONG CORDE a pris en charge la mise en œuvre du projet au Bénin. Des partenariats formels et informels ont également été établis avec des organisations communautaires



© Herteman Mélanie

Objectifs

Accroître l'atténuation et l'adaptation au changement climatique des zones humides côtières du Costa Rica et du Bénin en restaurant des mangroves et en favorisant leur gestion durable

Objectifs spécifiques :

- Opérer une restauration de 58 ha répartis sur 3 sites au Costa Rica et 30 ha sur 1 site au Bénin (diagnostic environnemental, reforestation communautaire, suivi scientifique)
- Valoriser les écosystèmes de mangroves et les services rendus auprès des communautés (éducation à l'environnement, soutien des activités économiques durables)
- Renforcer les capacités institutionnelles
- Favoriser le transfert de compétences et du partage d'expériences entre le Mexique, le Costa Rica et le Bénin
- Développer la capitalisation scientifique en associant le secteur académique

Appréciation de la performance

Pertinence

Le projet a permis de véritablement consolider l'élan porté, au Costa Rica, par les institutions publiques (SINAC, MINAE) de politique forte de conservation des forêts, et notamment des mangroves, et au Bénin, de renforcer les initiatives de développement respectueuses de ces écosystèmes. Il a également permis la restauration effective de sites dans des zones particulièrement sensibles à ce sujet.

Cohérence

Les activités prévues au Costa Rica et au Bénin étaient parfaitement cohérentes avec les objectifs de coopération sud-sud, l'ambition de permettre l'application de méthodes ayant fait leurs preuves dans certaines régions du monde (Mexique...) et d'effectuer un transfert de technologie vers d'autres pays du Sud (Costa Rica, Bénin). Les méthodes envisagées étaient similaires et l'adaptation au contexte local a été considéré.

Efficacité

L'application de méthodes éprouvées, l'assistance technique d'EPOMEX, l'implication des fondations (Néotropica et Corcovado), la légitimité de l'ONG CORDE ainsi que l'implication sans faille des communautés locales (notamment APPRAMAR, COOPEMUJER et API MANGLE au Costa Rica et des associations de villageois au Bénin) sont les principaux facteurs qui ont permis les conditions du succès d'une restauration efficace.

Efficience

Le dimensionnement financier du projet a paru adapté aux activités qui étaient envisagées. La contribution des communautés a reposé sur une rémunération nécessaire pour la mobilisation des femmes (pépinières, transport des plants) et des hommes (souvent pêcheurs au Costa Rica) pour le creusement des canaux, travail extrêmement difficile. Les actions de recherche ont souffert d'un manque de financement aux regards des objectifs initiaux. Les acteurs soulignent l'importance de pouvoir trouver de nouveaux financements pour pérenniser l'entretien des sites restaurés.

Impact

L'impact du projet a été fort à travers la restauration de 13 ha de mangrove au Costa Rica et 9 ha au Bénin, la formation de nombreux acteurs, la sensibilisation du public scolaire, le développement d'activités génératrices de revenus (écotourisme, apiculture, *food-truck*...) , et plus largement, à travers le transfert de compétences et le renforcement de l'intérêt au niveau national.

Viabilité/durabilité

De nombreux indicateurs (bioindicateurs, surface restaurée vivante et vigoureuse, hauteurs des palétuviers plantés, retour des crabes, des oiseaux et autres faunes, diminution de la salinité, rétablissement des paramètres physico-chimiques dans le sol...) démontrent que la restauration au Costa Rica ainsi qu'au Bénin a bien fonctionné. Les activités du projet sont viables car les communautés, surtout au Costa Rica, ont appris un savoir-faire et des connaissances sur l'écosystème. Pour assurer cette durabilité, il serait nécessaire de prévoir de nouveaux financements pour permettre aux communautés d'être relais et sentinelles, afin de continuer l'entretien et le suivi des sites.

Valeur ajoutée de l'appui FFEM

Au-delà des objectifs de restauration effective de sites de mangrove, de formation et de renforcement transversal des capacités des acteurs légitimes, de sensibilisation, la valeur ajoutée de l'appui du FFEM repose sur une capacité à impliquer et mobiliser les communautés autour des sites du projet et à permettre un transfert de connaissances et de compétences à travers différents pays (Mexique, Costa Rica, Bénin) pourtant éloignés géographiquement.

Recommandations & enseignements

Au Costa Rica, de nombreuses mangroves disparaissent principalement en raison de la pression agricole et de l'urbanisation. Les projets déjà mis en œuvre par la SINAC doivent être développés et renforcés. Il est recommandé d'explorer les pistes suivantes :

- Développer la recherche scientifique sur les mangroves et leurs écosystèmes associés (herbiers, coraux), valoriser leurs fonctions et services rendus et approfondir les inventaires de la biodiversité (insectes, oiseaux, crabes), mieux connaître les espèces invasives.
- Sensibiliser les usagers et réduire l'utilisation des pesticides agricoles à proximité des mangroves (champs de canne). En effet, ces pesticides se retrouvent inévitablement dans les sédiments des mangroves par ruissellement.
- Développer l'écotourisme et notamment de l'observation respectueuse et responsable des oiseaux dans les mangroves (Birdwatching). Aujourd'hui, les touristes sont de plus en plus intéressés de s'immerger dans la nature et de visiter des lieux de projets de restauration de milieux naturels.
- Encourager des activités économiques saines et durables autour de la mangrove. Adopter des projets tels que l'apiculture propre (respect d'un cahier des charges strict) qui encouragent les communautés à préserver la mangrove tout en tirant de l'écosystème pour mieux vivre et ainsi devenir des sentinelles.
- Pour la durabilité du projet de restauration, continuer le suivi de croissance et d'extension de la mangrove ainsi que le maintien de canaux en prévoyant l'embauche à plus long terme de "chargés de mission" locaux investis.

Au Bénin, la mangrove joue un rôle écologique majeur au sein du bassin-versant du complexe fluvio-lagunaire Mono-Ahémé-Couffo, largement exposée aux inondations. Face aux enjeux de développement pour la zone, il importerait de :

- Restaurer à large échelle les sites de mangroves dans la région de la Bouche du Roy.
- Démontrer le rôle fondamental des solutions fondées sur la nature face aux aléas climatiques, dont les mangroves.
- Impliquer davantage les institutions nationales compétentes (DGEC, ABE, ADELAC...) dans la restauration.
- Diversifier le nombre d'acteurs impliqués dans les projets de restauration pour augmenter l'ampleur des initiatives.

